



Les États-Unis se préparent pour l'implosion sociale

Par [Prof Michel Chossudovsky](#)

Mondialisation.ca, 07 octobre 2015

30 mars 2009

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#), [Droits humains et État policier](#), [Économie](#)

Texte publié initialement en anglais le 18 mars 2009.

La crise économique et sociale

La débâcle financière a déclenché l'émergence d'une crise sociale latente à travers les États-Unis.

La confiscation frauduleuse d'épargnes de toute une vie et de fonds de pension, ainsi que l'appropriation des recettes fiscales pour financer les « sauvetages bancaires » de billions de dollars sont en jeu, et servent ultimement à remplir les poches des plus riches des États-Unis.

Cette crise économique est en grande partie le résultat de manipulation financière et de fraude délibérée au détriment de populations entières, ce qui mène à une nouvelle vague de faillites corporatives, de chômage et de pauvreté généralisés.

La criminalisation du système financier mondial, caractérisé par un « réseau bancaire fantôme », a entraîné la centralisation du pouvoir bancaire et une concentration sans précédent de richesses personnelles.

Le stimulus économique et la proposition budgétaire du président Obama favorisent ce processus de concentration et de centralisation du pouvoir bancaire, dont les effets cumulés provoqueront tôt ou tard des faillites d'entreprises à grande échelle, une nouvelle vague de saisies, sans parler de l'effondrement des finances publiques et de la ruine des programmes sociaux. (Pour plus de détails voir Michel Chossudovsky, [La débâcle fiscale des États-Unis](#), 2 mars 2009).

Le déclin progressif de l'activité économique réelle a des répercussions sur l'emploi et les salaires, ce qui entraîne la dégringolade du pouvoir d'achat. Pour sa part, la « solution » proposée par l'administration Obama contribue à exacerber les inégalités et la concentration de la richesse plutôt qu'à les réduire.

Le mouvement de protestation

Lorsque les Étasuniens, dont les vies ont été démolies, réaliseront ce qu'est vraiment le système mondial de « libre marché », la légitimité de Wall Street, de la Réserve fédérale et du gouvernement des États-Unis seront contestées.

Un mouvement de contestation latent visant le siège du pouvoir économique et politique se met en branle.

Il est cependant difficile de prédire comment ce processus va se dérouler. Tous les secteurs de la société étasunienne sont potentiellement touchés : les salariés, les petites, moyennes et même les grandes entreprises, les fermiers, les professionnels, les employés fédéraux, municipaux ainsi que ceux des États. À ce stade-ci, il n'existe toutefois pas de mouvement de résistance national organisé dirigé contre l'agenda économique et financier du gouvernement.

La rhétorique populiste de Barack Obama dissimule la vraie nature de la politique macroéconomique. Combiné à des mesures d'austérité, le plan économique, qui agit au nom de Wall Street et inclut près d'un billion de dollars d'« aide » pour l'industrie des services financiers, favorise l'enlisement des États-Unis dans une crise sans fin.

La « solution orwellienne » à la Grande Dépression ? Réprimer les troubles civils.

À l'heure actuelle, il n'existe aucun programme de relance économique en vue. Le consensus Washington-Wall Street prévaut et le système économique et politique ne propose aucune politique ni aucune alternative.

Quelle est l'issue ? Comment le gouvernement des États-Unis va-t-il affronter une catastrophe sociale imminente ?

La solution consiste à réprimer l'agitation sociale. La méthode choisie, héritée de l'administration Bush sortante, comprend le renforcement de l'appareil de sécurité intérieure (Homeland Security) et la militarisation des institutions civiles.

L'administration sortante en a jeté les bases. Diverses législations « antiterroristes » (dont le Patriot Act) ainsi que des directives présidentielles ont été mises en place depuis 2001, en invoquant la plupart du temps le prétexte de la « guerre mondiale au terrorisme ».

Les camps d'internement du Homeland Security

Relativement à la question des troubles civils, on envisage également un système cohésif de camps de détention sous la juridiction du Pentagone et du Homeland Security.

Un projet de loi intitulée National Emergency Centers Establishment Act (HR 645) (Acte de constitution de centres nationaux de secours d'urgence) a été présenté au Congrès en janvier. [Celui-ci exige la mise en place de six centres d'urgence nationale dans des installations militaires existantes dans des régions importantes du pays.](#)

Le but officiel des « centres d'urgence nationale » est de fournir « de l'assistance médicale et humanitaire ainsi qu'un hébergement temporaire aux individus et aux familles délocalisés en raison d'une urgence ou d'un désastre important ». HR 645 stipule que les camps peuvent être utilisés pour « satisfaire d'autres besoins appropriés, selon ce qu'en juge le secrétaire du Homeland Security ».

Il n'y a pratiquement pas eu de couverture médiatique du HR 645.

Ces « installations civiles » sur des bases militaires étasuniennes seraient établies en coopération avec l'Armée étasunienne. Nous assistons en fait à la militarisation des

installations d'internement de FEMA, ayant Guantanamo comme modèle.

En vertu de l'urgence nationale, toute personne arrêtée et internée dans un camp FEMA situé sur une base militaire serait, selon toute probabilité, de facto sous juridiction militaire : la justice civile et la loi, y compris l'habeas corpus, ne s'appliqueraient plus.

HR 645 est directement lié à la crise économique et à d'éventuelles manifestations d'envergure à travers le pays. Ce projet de loi constitue un pas de plus vers la militarisation du maintien de l'ordre et l'abrogation du Posse Comitatus Act.

Selon les termes du député Ron Paul :

« [...] les centres de fusion, la militarisation policière, les caméras de surveillance et le commandement militaire national ne suffisent pas [...]. Même si nous savons que les installations de détention sont déjà en place, ils veulent maintenant légaliser la construction de camps FEMA sur des bases militaires en invoquant l'éternelle excuse populaire voulant que ces installations puissent servir en cas d'urgence nationale. La fausse économie fondée sur la dette se détériorant jour après jour, l'éventualité de troubles civils menace de plus en plus l'establishment. L'on a qu'à penser à l'Islande, à la Grèce et à d'autres pays pour savoir ce qui pourrait se produire aux États-Unis. ([Daily Paul](#), septembre 2008, souligné par l'auteur)

Les camps d'internement proposés devraient être vus comme étant liés au processus élargi de militarisation des institutions civiles. La construction de ces camps a précédé la présentation de HR 645 (Constitution de centres de secours d'urgence) en janvier 2009. Selon divers reportages (non confirmés), il existe quelque 800 camps de prisonniers FEMA dans différentes régions des États-Unis. De plus, depuis les années 1980, l'Armée étasunienne a développé des « tactiques, des techniques et des procédures » pour réprimer la dissidence civile, lesquels seraient utilisés advenant des protestations massives (le manuel de campagne de l'Armée étasunienne 19-15 sous *Operation Garden Plot*, intitulé « *Civil Disturbances* » ou « *Troubles publics* », a été émis en 1985)

Au début de 2006, des recettes fiscales étaient allouées à la construction de camps d'internement modernes. En janvier 2006, Kellogg Brown and Roots, une filiale de Halliburton à l'époque, a décroché un contrat de 385 millions de dollars du Département de l'immigration et des douanes (ICE) du Homeland Security :

« Le contrat, effectif immédiatement [janvier 2006], prévoit l'établissement d'installations de détention et de traitement temporaires afin d'augmenter le nombre d'installations servant aux opérations de mise sous garde et de renvoi de l'ICE (Detention and Removal Operations (DRO)), advenant l'arrivée massive d'immigrants aux États-Unis en cas d'urgence ou de soutenir le développement rapide de nouveaux programmes.

Le contrat prévoit également le soutien à la détention d'immigrants dédié à d'autres organisations gouvernementales en cas d'immigration d'urgence, ainsi que la conception d'un plan en réponse à une urgence nationale, comme un désastre naturel. (KBR, 24 janvier 2006 souligné par l'auteur) »

Les objectifs officiels de l'Immigration et de la douane des États-Unis ([U.S. Immigration and Customs Enforcement](#) (ICE)) sont :

« [...] protéger la sécurité nationale et maintenir la sécurité publique en ciblant des réseaux criminels et des organisations terroristes cherchant à exploiter les faiblesses de notre système d'immigration, de nos réseaux financiers, de nos frontières, de nos installations gouvernementales et autres afin de nuire aux États-Unis. Les États-Unis seront alors davantage en sécurité. ([Page d'accueil de l'ICE](#))

Les médias étasuniens restent muets sur le sujet des camps d'internement en sol américain. Alors qu'ils reconnaissent simplement le contrat de plusieurs millions de dollars à la filiale de Halliburton, les reportages se sont concentrés sur le possible « dépassement des coûts » (semblables à ceux de KBR en Iraq).

Quels sont l'intention politique et le but de ces camps? L'utilisation potentielle de ces camps d'internement pour la détention de citoyens étasuniens advenant la déclaration de la loi martiale ne font pas l'objet de débat ou de discussion dans les médias.

Des unités de combat assignées au pays.

Durant les derniers mois de l'administration Bush, avant les élections présidentielles de novembre 2008, le Département de la Défense a ordonné le rappel de l'Irak de la 3rd Infantry's 1st Brigade Combat Team (BCT). La relocalisation d'une unité de combat d'un théâtre de guerre à l'ensemble du pays fait partie intégrante de l'agenda du Homeland Security. Le BCT a été assigné au soutien des activités de maintien de l'ordre aux États-Unis.

L'unité de combat BCT était attachée au US Army North, la composante de l'Armée du US Northern Command (USNORTHCOM). La 1st BCT et d'autres unités de combat pourraient être appelées à exercer des fonctions militaires spécifiques en cas de troubles civils.

Les soldats de la 1st BCT apprendront à utiliser « les premières mesures inoffensives développées par l'Armée », affirmait le commandant de la 1st BTC, le colonel Roger Cloutier, en faisant référence à l'équipement de contrôle des foules et de la circulation et aux armes inoffensives conçues pour maîtriser des individus désobéissants ou dangereux sans les tuer. (Voir Gina Cavallaro, *Brigade homeland tours start Oct. 1*, Army Times, 8 septembre 2008).

On peut s'attendre à ce que d'autres unités de combat soient rapatriées du théâtre de guerre et réassignées aux États-Unis en vertu du retrait des forces étasuniennes d'Irak proposé par l'administration Obama.

L'évolution du scénario de la sécurité nationale se caractérise par le croisement des institutions civiles et militaires.

- des unités de combat de l'Armée travaillant de concert avec les autorités chargées de l'application de loi et ayant pour mission de réprimer « les troubles civils ».
- la constitution de nouveaux camps d'internement sous juridiction civile situés dans des installations militaires étasuniennes.

Les camps d'internement FEMA font partie du plan Continuity of Government (Continuité du gouvernement, COG), lequel serait mis en place si l'on déclarait la loi martiale.

Ces camps sont conçus pour « protéger le gouvernement » contre les citoyens, en enfermant les manifestants ainsi que les activistes qui pourraient contester la légitimité de l'agenda économique, militaire ou de sécurité nationale du gouvernement.

Espionner les Étasuniens : la banque de données de *Big Brother*

Relativement à la question de l'internement et de protestations massives, on peut se demander comment se fera la collecte d'informations sur les citoyens étasuniens.

Comment les individus à travers les États-Unis seront-ils catégorisés ?

Quels sont les critères du Department of Homeland Security ?

Dans un rapport de 2004 du Homeland Security Council intitulé [*Planning Scenarios, pertaining to the defense of the Homeland*](#) (Planification de scénarios relatifs à la défense du pays), on identifiait les catégories suivantes de « conspirateurs » potentiels :

« les terroristes [islamiques] étrangers »;

« les groupes nationaux radicaux » [groupes antiguerres et des droits de la personne];

« les adversaires soutenus par des États » [« les États voyous » et les « pays instables »];

« les individus mécontents » [les travailleurs activistes et les syndicats].

En juin l'an dernier, l'administration Bush a émis une Directive présidentielle de Sécurité nationale (NSPD 59- HSPD 24) intitulée [*Biometrics for Identification and Screening to Enhance National Security*](#) (La biométrie pour l'identification et la surveillance afin d'améliorer la Sécurité nationale). (Pour plus de détails voir Michel Chossudovsky, « [*Big Brother*](#) » [*Presidential Directive: « Biometrics for Identification and Screening to Enhance National Security*](#) », Mondialisation.ca, juin 2008)

Les procédures correspondant à cette directive, adoptée sans débat public ni l'approbation du Congrès, ont une portée considérable. Elles sont liées à la question des troubles civils et font également partie de la logique derrière l'établissement des camps d'internement FEMA sous HR 645.

NSPD 59 (Biometrics for Identification and Screening to Enhance National Security) va bien au-delà de la question précise de l'identification biométrique. Elle recommande la collecte et le stockage d'informations « liées à la biométrie », c'est-à-dire, d'informations sur la vie privée des citoyens étasuniens, dans les détails, le tout étant effectué « selon la loi ».

« Les données contextuelles complétant les données biométriques incluent des informations sur le lieu et la date de naissance, la citoyenneté, l'adresse actuelle et les précédentes, l'emploi actuel et les antécédents de travail, le numéro de téléphone actuel et les précédents, l'utilisation des services gouvernementaux et les rapports d'impôts. D'autres données contextuelles peuvent comprendre les historiques bancaires et de cartes de crédit, et les casiers judiciaires aux niveaux local, fédéral et des États, ainsi que des décisions judiciaires et autres dossiers publics faisant état de conflits juridiques, des dossiers relatifs à la garde d'enfant, au mariage ou au

divorce. » (Voir [Jerome Corsi](#), juin 2008)

Cette directive utilise le 11 septembre et la « guerre mondiale au terrorisme » comme justification totale pour mener une chasse aux sorcières contre les citoyens dissidents, créant simultanément un climat de peur et d'intimidation à travers le pays.

Elle réclame également l'intégration de diverses banques de données, ainsi qu'une coopération entre les agences concernant le partage d'informations, dans le but de centraliser tôt ou tard les informations sur les citoyens étasuniens.

En des termes prudents, NSDP 59 « établit un cadre » afin de permettre au gouvernement fédéral et ses différents services de police et de renseignement ce qui suit :

« l'utilisation de méthodes et de procédures mutuelles compatibles dans la collecte, le stockage, l'utilisation, l'analyse et le partage d'informations biométriques et d'informations biographiques et contextuelles correspondantes de manière appropriée et légales, en respectant la confidentialité des renseignements des individus et leurs garanties juridiques selon la loi des États-Unis »

La directive NSPD 59 recommande « des actions et un calendrier afférent dans le but d'améliorer le processus actuel d'identification et de surveillance axé sur les terroristes en élargissant l'utilisation de la biométrie ».

Les procédures incluses dans la NSDP 59 correspondent à une décision prise en juin 2005, laquelle consistait à créer un « service d'espionnage national », sous les auspices du FBI. (Pour plus de détails voir Michel Chossudovsky, [Bush Administration creates « Secret State Police](#), 30 juin 2005)

En travaillant main dans la main avec le Homeland Security (DHS), le projet de « Département de renseignement national » combinerait le contre-terrorisme et les opérations d'espionnage et de renseignement du FBI dans un seul service.

Sous les auspices du FBI, le nouveau département aurait l'autorité de « saisir les biens de personnes suspectées d'aider à la prolifération des armes de destruction massives ». Il pourrait « espionner aux États-Unis les terroristes présumés ou les personnes possédant des renseignements cruciaux, même si l'on ne soupçonne pas qu'elles pourraient commettre un crime ». (NBC Tonight, 29 juin 2005).

Michel Chossudovsky

Lire l'annexe « National Emergency Centers Establishment Act » dans l'article en anglais.

Article original en anglais, [Preparing for Civil Unrest in America, Legislation to Establish Internment Camps on US Military Bases](#), publié le 18 mars 2009.

Traduction : Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#), 30 mars 2009.

Michel Chossudovsky est directeur du Centre de recherche sur la mondialisation et

professeur d'économie à l'Université d'Ottawa. Il est l'auteur de [Guerre et mondialisation, La vérité derrière le 11 septembre](#) et de la [Mondialisation de la pauvreté et nouvel ordre mondial](#) (best-seller international publié en 12 langues).



[Guerre et mondialisation](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof Michel Chossudovsky](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Prof Michel Chossudovsky](#)

A propos :

Michel Chossudovsky is an award-winning author, Professor of Economics (emeritus) at the University of Ottawa, Founder and Director of the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal, Editor of Global Research. He has taught as visiting professor in Western Europe, Southeast Asia, the Pacific and Latin America. He has served as economic adviser to governments of developing countries and has acted as a consultant for several international organizations. He is the author of eleven books including The Globalization of Poverty and The New World Order (2003), America's "War on Terrorism" (2005), The Global Economic Crisis, The Great Depression of the Twenty-first Century (2009) (Editor), Towards a World War III Scenario: The Dangers of Nuclear War (2011), The Globalization of War, America's Long War against Humanity (2015). He is a contributor to the Encyclopaedia Britannica. His

writings have been published in more than twenty languages. In 2014, he was awarded the Gold Medal for Merit of the Republic of Serbia for his writings on NATO's war of aggression against Yugoslavia. He can be reached at crgeditor@yahoo.com Michel Chossudovsky est un auteur primé, professeur d'économie (émérite) à l'Université d'Ottawa, fondateur et directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) de Montréal, rédacteur en chef de Global Research.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca